

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



DÉCLARATION D'OUVERTURE
PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE,
SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES ET
PRÉSIDENT DE LA SESSION
MINISTÉRIELLE,
À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE
DU GATT,
GENÈVE,
LE 24 NOVEMBRE 1982

(TRADUCTION)

La présente réunion est de la plus haute importance. C'est la première fois depuis 1973 que les Parties contractantes se réunissent à l'échelon ministériel, à un moment où les relations économiques internationales se trouvent dans une phase critique. Nous partageons les mêmes préoccupations en ce qui concerne les incidences que la conjoncture économique très difficile que nous connaissons tous a sur le système des échanges. Nous reconnaissons l'importance du rôle du commerce dans la reprise économique. Nous devons relever le défi.

L'expansion du commerce international, qui a été largement supérieur à la croissance de la production, a conféré un élan vital à la croissance économique depuis la Seconde guerre mondiale. Les débouchés à l'exportation et l'aiguillon de la concurrence ont poussé nos producteurs nationaux du secteur des ressources, des industries manufacturières et de l'agriculture à rechercher les domaines auxquels ils étaient le mieux adaptés. L'accroissement des échanges a donné à nos peuples la possibilité de choisir entre des produits de qualité, ce qu'ils n'auraient pas eu autrement, et a contribué à la poursuite du développement de nos économies.

C'est au système de commerce multilatéral que nous devons tout cela. Il faut donc le préserver et le renforcer. Il a besoin d'être amélioré pour pouvoir continuer à protéger et à promouvoir nos intérêts.

En tant que Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, nous avons en commun un intérêt vital, celui de maintenir ouvert le système des échanges. Les résultats du Tokyo Round qui sont actuellement mis en oeuvre ont sensiblement libéralisé le commerce international. Toutefois, l'Accord général, contrat qui étaye ce système, est aujourd'hui manifestement mis à rude épreuve. Nous venons de pays développés et de pays en voie de développement. Si nous voulons qu'existent les possibilités de commerce dont tous nos pays auront besoin dans les années à venir, il nous faut faire face dans un esprit constructif aux menaces qui pèsent sur le système commercial international, décider des mesures qui sont nécessaires pour atténuer les pressions auxquelles il est en butte et l'adapter à l'évolution des besoins.

Nous savons tous, que nous venions de pays développés ou de pays en voie de développement, que le système commercial multilatéral doit encore être renforcé et amélioré. Nous voulons que le GATT évolue, qu'il puisse répondre à nos besoins réels.

Nous nous réunissons à un moment où l'économie mondiale connaît de graves difficultés. Nos pays sont très différents les uns des autres, mais presque tous connaissent une croissance faible, voire négative, le chômage des investissements stationnaires et une inflation persistante. Nombre d'entre eux -- et je pense en particulier aux pays en voie de développement -- ont une dette extérieure très lourde et une balance des paiements déficitaires. Les prix des produits primaires, dont nombre de nos pays sont tributaires pour subsister en ce monde, sont profondément déprimés. La récession pèse sur nous tous et menace de saper le système de commerce sur lequel une si grande part du progrès économique de la génération passée a été fondée.

Les symptômes du mal sont bien connus. Les pressions protectionnistes qui s'exercent actuellement sur nos gouvernements sont intenses et nous n'avons pas toujours été en mesure d'y résister ni disposés à le faire. Dans certains cas, nous avons agi à juste titre et conformément aux règles admises. Trop souvent, nous avons restreint ou faussé les échanges par des moyens qui ne sont pas envisagés par les règles du GATT ni compatibles avec l'esprit dont elles procèdent, ce qui a eu pour résultat de saper l'efficacité du cadre actuel du GATT et notre confiance en celui-ci. Le protectionnisme est contagieux et va à l'encontre de toute reprise. Conformément à la mise en garde que le Comité intérimaire du FMI a lancée il y a quelques semaines au cours de ses réunions, les politiques protectionnistes en faisant obstacle aux échanges commerciaux internationaux, ruinent en fin de compte l'emploi et, en sapant l'efficacité, exacerbent l'inflation.

Le nombre des différends portés devant le GATT s'est multiplié, mais certains d'entre eux n'ont pas été résolus de façon satisfaisante, ce qui a donné lieu à des frictions et des tensions additionnelles.

Au moment où s'ouvre cette importante conférence, point n'est besoin de souligner nos responsabilités collectives dans la gestion des relations commerciales internationales. Sans doute y aura-t-il des différends dans notre évaluation des problèmes et des priorités. Les uns feront valoir que le protectionnisme va à l'encontre de la reprise économique, les autres soutiendront que les pressions protectionnistes actuelles sont surtout une conséquence inévitable de la récession économique de l'heure. Beaucoup auront à l'esprit les difficultés monétaires et autres difficultés économiques qui échappent à toute politique

commerciale et qui déjouent les efforts que nos gouvernements déploient pour hâter la reprise économique. Néanmoins, nous manquerions à notre devoir si nous ne faisons pas, au cours de la présente réunion du GATT, les efforts les plus résolus pour améliorer le système commercial pour qu'il puisse apporter sa contribution indispensable à la reprise.

Notre objectif doit donc être de renforcer et d'adapter notre coopération au GATT dans l'intérêt de chacun de nous.

Il nous faut tourner nos regards vers l'avenir, trouver des solutions aux problèmes qui se posent depuis longtemps et qui sont profondément enracinés. Il nous faut construire et non récriminer. Tous nos pays sont tributaires, pour leur progrès économique, de la continuité des échanges internationaux. Nous sommes trop interdépendants dans le système commercial multilatéral pour avoir d'autre choix que celui de continuer à coopérer au sein du GATT et de rester attachés à des politiques commerciales libérales. Ce qui se passe ne plaît pas aux gouvernements, non plus qu'aux milieux d'affaires. Quant aux populations de nos pays, elles attendent un signe de ces réunions. C'est à nous qu'il incombe de réagir.

En conséquence, la tâche de la présente réunion n'est pas aisée, mais elle est claire. Nous connaissons les problèmes. Nous sommes rassemblés ici en notre qualité de ministres. Dans notre quête commune d'une même interprétation de nos difficultés actuelles, nous devons faire preuve des décisions en étant pleinement conscients que la crédibilité de ce que nous ferons ici sera en fin de compte jugée sur nos actes.

Merci.